**COMPTE-RENDU DU CONSEIL MUNICIPAL**

**DU 4 AVRIL 2022**

L’an deux mil vingt-deux, le lundi 4 avril à 19 h 30, le Conseil Municipal de cette commune, régulièrement convoqué, s’est réuni au nombre prescrit par la loi dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Mme Stéphanie CUSIN-PANIT, Maire.

**Etaient présents :** Stéphanie CUSIN-PANIT, Yolande PASQUET, Emilie BERGONHE, Denis BONNEAU, Christian FOURNET, Philippe PERCHE, Olivier PERRIER, André EMMENDOERFFER, Nicolas CHEVALLIER, Aurélie GILBERT, Nicole BUVIN, Cheyenne GREAULT, Damien LESPINASSE et Josette DOURBIAS.

**Pouvoir :** Gilles JACQUET donne pouvoir à Cheyenne GREAULT.

**Secrétaire de séance :** Denis BONNEAU

**1- APPROBATION DU COMPTE-RENDU DE LA REUNION DU CONSEIL MUNICIPAL DU 7 MARS 2022**

Yolande PASQUET fait remarquer que dans le point 9 "Questions diverses", Cheyenne GREAULT a également participé à la présentation du projet des vestiaires du football.

Sans autre remarque, le compte-rendu est adopté à l'unanimité.

**2- COMPTES-RENDUS DES DELEGATIONS SYNDICALES DES ELUS**

Denis BONNEAU, suppléant au SEA, précise que Gilles JACQUET étant absent, il a participé à une première réunion du SEA. Lors d'une seconde réunion du SEA, Gilles JACQUET était également absent et Denis BONNEAU non disponible.

Damien LESPINASSE précise que la commission de contrôle des listes électorales a procédé à 12 radiations et 17 inscriptions.

Philippe PERCHE a assisté à une réunion de l'Office du Tourisme en tant qu'hébergeur. Madame la Présidente a proposé une somme de 100 000 € à l'investissement. Une prochaine réunion va définir le projet d'utilisation de cette somme.

Aurélie GILBERT s'est rendue à la Comcom pour une réunion Ecole. La Commission SIRP a confirmé la baisse de la dette cantine de plus de la moitié, ainsi que la baisse des effectifs prévue pour l'année scolaire 2023-2024 : 7 ou 8 sorties pour 1 entrée. Cette baisse est constatée au niveau national.

Stéphanie CUSIN-PANIT précise que suite au retard de livraison de matériaux, l'ouverture de la nouvelle école est décalée à la rentrée de septembre 2022. Ce délai permettra également l'aménagement extérieur et la pose du plafond.

Josette DOURBIAS a participé à 2 réunions du Comité Syndical du SICTOM.

Le 10 mars 2022, Monsieur TIGE, Président du SICTOM, annonce l'embauche d'une secrétaire supplémentaire en charge de la communication et du suivi des 2 déchetteries. Les orientations budgétaires 2022 prévoient une mise aux normes du local technique des déchets dangereux de Cérilly, l'achat d'un camion, la révision à la hausse du budget carburant pour 2022. Il annonce également que les bacs jaunes non conformes ne seront plus relevés chez les particuliers. Il souhaite que les communes mettent en place un tri sélectif aux abords des cimetières. Une communication sur le tri est prévue par le SICTOM notamment sur le risque d'augmentation de la TEOM si aucun effort n'est fait par les usagers. Fin 2023, les déchets organiques seront interdits dans les poubelles : les particuliers devront s'équiper de composteurs. Des compostages partagés devraient être mis en place pour les restaurants, maison de retraite, salle des fêtes...

Le 30 mars, Monsieur TIGE annonce qu'un flyer info-tri va être distribué aux habitants. Il propose une distribution par la commune ou payante par La Poste. Sept élus se proposent pour les distribuer.

Le résultat du budget d'Allier Tri est excédentaire, des RFA ont été mises en place pour les actionnaires. Le SICTOM de Cérilly devrait ainsi recevoir environ 40 000 €.

Les comptes de gestion et administratif 2021, les affectations des résultats 2021 au budget primitif 2022 et le budget primitif 2022 sont adoptés à l'unanimité.

**3- PARTICIPATION FINANCIERE DE LA COMMUNE A LA PROTECTION SOCIALE COMPLEMENTAIRE DES AGENTS**

Au 1er janvier 2025, une prévoyance "maintien de salaire" sera obligatoirement prise en charge par l'employeur pour les agents titulaires et contractuels. Il en sera de même pour la prévoyance santé au 1er janvier 2026.

La Mutuelle Nationale Territoriale (MNT) a proposé cette protection sociale complémentaire.

La moyenne nationale de participation des communes est de 18 € pour la prévoyance maintien de salaire et de 16 € pour la prévoyance santé.

Madame le Maire propose de lisser cette participation sur 3 ans jusqu'à la date butoir :

- 6 € prévoyance maintien de salaire et 6 € prévoyance santé pour 2022, à compter du 1er mai 2022,

- 12 € prévoyance maintien de salaire et 12 € prévoyance santé pour 2023,

- 18 € pour les deux prévoyances à partir de 2024.

La dépense annuelle pour 2022 est estimée à 875 €.

Cette participation sera proportionnelle au temps de travail et ne concernera pas les agents remplaçants.

Les agents sont libres d'accepter ou pas cette proposition.

Le Conseil se prononce favorablement à cette participation à 13 voix pour, 2 abstentions et 0 contre.

*⇨ Délibération*

Madame le Maire rappelle à l’assembléeque le décret n° 2011-1474 du 8 novembre 2011 instaure la possibilité pour les collectivités et établissements publics de participer financièrement aux contrats santé et prévoyance de leurs agents.

Les modalités de mise en œuvre de cette participation doivent être fixées par l’organe délibérant, après avis du Comité Technique.

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code des assurances, de la mutualité et de la sécurité sociale,

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée,

Vu le décret n°2011-1474 du 8 novembre 2011 relatif à la participation des collectivités territoriales et de leurs établissements publics au financement de la protection sociale complémentaire de leurs agents,

Vu la circulaire du Ministère de l’Intérieur du 25 mai 2012 relative aux participations des collectivités territoriales et de leurs établissements publics à la protection sociale complémentaire de leurs agents,

Sous réserve de l’avis du Comité Technique,

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à 13 voix pour et 2 abstentions,

DECIDE :

**1°)** de participer au financement des cotisations des agents de la collectivité, de l’établissement pour :

* les risques santé et prévoyance

**2°)** de retenir :

* pour le risque santé et prévoyance : la labellisation

**3°)** de fixer le montant unitaire brut de participation de la collectivité par agent et par mois à compter du 1er mai 2022, comme suit :

* pour le risque santé : 6,00 €
* pour le risque prévoyance : 6,00 €

Les montants sont fixés pour chaque emploi sur la base d’un équivalent temps complet. Ils seront calculés au prorata du temps de travail de l’agent.

Le montant de la participation ne doit pas dépasser le montant total de la cotisation de l’agent.

Le montant de la participation est versé aux agents titulaires et contractuels n’effectuant pas un remplacement d’agent en congés.

PREND L’ENGAGEMENT d’inscrire les crédits nécessaires aux budgets des exercices correspondants.

**4- MODIFICATION DU TABLEAU DES EFFECTIFS**

Le tableau des effectifs va devoir être modifié suite

- au départ à la retraite de Gilbert PATIN le 30 avril 2022,

- au départ d'Adeline AURAT le 21 juin 2022 pour une prise de poste le 22 juin 2022 à Montluçon,

- la stagiairisation de Sébastien MERGEY au 1er avril 2022,

- la titularisation de Laurence ROUSSET au 1er juin 2022.

Vote de la suppression d'un poste d'adjoint technique contractuel pour la création d'un poste d'adjoint technique stagiaire pour 1 an, pour Sébastien MERGEY :

Le Conseil Municipal adopte cette modification à l'unanimité.

Se pose ensuite la question du remplacement d'Adeline AURAT qui occupe le poste d'adjoint administratif de 2nde classe.

Madame le Maire propose de statuer sur le grade de la publication concernant ce remplacement : agent administratif ou rédacteur.

Nicole BUVIN et Emilie BERGONHE s'opposent à l'embauche d'un rédacteur car elles estiment que le Centre de Gestion répond aux interrogations des secrétaires.

Madame le Maire répond que le Centre de Gestion n’est pas compétent pour toutes les questions qui peuvent se poser au secrétariat et qu’il est de plus en plus absent pour les mesures d'accompagnement, qu'un recrutement plus élargi aura davantage de chances d'aboutir et que le coût d'un rédacteur en début de carrière n 'excède pas celui d'un agent administratif en milieu de carrière.

Philippe Perche met en garde contre une pyramide des âges des agents qui conduirait à un étranglement des charges de personnel au bout de quelques années et donne l’exemple de la multinationale TOTAL qui pratique des plans de départs volontaires anticipés pour alléger ses charges de personnel.

Il y aura nécessité de tuilage entre le nouvel agent et Adeline AURAT.

La publication de poste sur les différents grades est envisagée dans la semaine.

*⇨ Délibération*

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires,

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,

Vu le décret n°91-298 du 20 mars 1991 modifié portant dispositions statutaires applicables aux fonctionnaires territoriaux nommés dans des emplois permanents à temps non complet,

Vu les décrets portant statuts particuliers des cadres d'emplois et organisant les grades s'y rapportant, pris en application de l'article 4 de la loi n°84-53 susvisée,

Vu le protocole des Parcours Professionnels, Carrières et Rémunérations et ses implications sur les différents cadres d'emplois de la Fonction publique Territoriale, et plus particulièrement sur les agents appartenant à la catégorie C,

Considérant qu’il y a lieu de créer un poste d’adjoint technique au vu de la stagiairisation de M. Sébastien MERGEY à compter du 1er avril 2022 et de sa titularisation en 2023,

Considérant qu’il appartient au Conseil Municipal de fixer l’effectif des emplois à temps complet et non complet nécessaires au fonctionnement des services, même lorsqu’il s’agit de modifier le tableau des emplois pour permettre des avancements de grade,

Cette modification (préalable à la nomination) entraîne la création des emplois correspondants au grade d’avancement et la suppression des emplois d’origine.

Madame le Maire propose au conseil municipal :

* La suppression du poste d’adjoint technique contractuel à temps complet à compter du 1er avril 2022 et son remplacement par un poste d’adjoint technique à temps complet à compter de cette même date,

Après en avoir délibéré et sous réserve de l’avis du Comité Technique Paritaire, l'assemblée délibérante, décide, à l’unanimité :

* D’adopter le tableau des effectifs tel que présenté ci-après :

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **Emploi** | **Cadres d'emplois et grades** | **Nombre d'emplois et durée hebdomadaire** |
| - agent administratif (10,5/35) | - adjoint administratif principal 1ère classe | 1 poste à 10 h 30 |
| - agent administratif  (temps complet) | - adjoint administratif principal 2ème classe | 1 poste à 35 h |
| - agent administratif  (17,5/35) | - adjoint administratif | 1 poste à 17 h 30 |
| -agent d’accueil pour l’agence postale  (21/35) | -adjoint administratif | 1 poste à 21 h |
| - agent technique polyvalent  (temps complet) | - adjoint technique principal 1ère classe | 1 poste à 35 h |
| - agent technique polyvalent  (30/35) | - adjoint technique | 1 poste à 30 h |
| - agent technique polyvalent  (temps complet) | - adjoint technique contractuel | 1 poste à 35 h |
| - agent technique polyvalent  (temps complet) | - adjoint technique | 1 poste à 35 h |
| - agent en charge de l’accueil du camping municipal  (16/35) | - adjoint technique | 1 poste à 28 h |
| -agent en charge de l'entretien de locaux  (12/35) | - adjoint technique contractuel | 1 poste à 12 h |

* autorise Madame le Maire à signer tout document relatif à ce dossier.

**5- VOTE DES TAUX DES TAXES LOCALES**

La taxe foncière en 2021 pour le bâti était de 40,48 %, celle pour le non-bâti de 42 %.

Madame le Maire propose de garder les mêmes taux pour 2022.

Le Conseil Municipal vote à l'unanimité les taux à l'identique de 2021 pour l'année 2022.

*⇨ Délibération*

Madame le Maire expose à l’assemblée qu’il convient de déterminer les taux d’imposition des taxes directes locales pour l’exercice 2022.

Elle rappelle les conditions dans lesquelles peuvent être fixés les taux des taxes directes locales, à savoir la taxe foncière sur les propriétés bâties et la taxe foncière sur les propriétés non bâties.

Le Conseil Municipal décide, à l’unanimité, de fixer les taux des 2 taxes directes locales comme suit, sans augmentation :

* Taxe foncière (bâti) : 40,48 %
* Taxe foncière (non bâti) : 42,00 %

**6- VOTE DES BUDGETS PRIMITIFS 2022 DE LA COMMUNE ET DU CHATEAU**

**Budget primitif de la commune**

Madame le Maire annonce pour le fonctionnement :

les dépenses

- une hausse du poste des carburants, combustibles et énergie pour anticiper les augmentations prévues,

- une hausse du poste voirie pour effectuer de travaux Allée Jean Macé et si possible une réfection du chemin allant du Cube à Fayolle,

- un budget identique pour la poursuite du fleurissement de la commune,

- un budget en hausse pour les bâtiments publics : en prévision l'isolation des logements communaux,

- la prise en compte de la prévoyance et de la mutuelle pour les agents, les formations payantes des agents, l'embauche de saisonniers ;

L'excédent de fonctionnement de 489 000 € sur le budget 2021 est réparti entre la section investissement et celle de fonctionnement avec une réserve pour la 3ème tranche d'assainissement de la commune.

les recettes

- au camping, la saison 2021 a été exceptionnelle, la proposition est moindre cette année,

- les impôts et taxes sont évalués à l'identique,

- la baisse prévue des dotations est prise en compte.

Madame le Maire poursuit pour l'investissement :

les dépenses

- l'enfouissement des réseaux prévu depuis 2018 sera réalisé fin septembre, octobre 2022 après la saison touristique,

- la réfection des toitures des bâtiments communaux,

- la fin de l'aménagement du bâtiment du Musée,

- l'aménagement prévu derrière la Mairie : réfection du mur de soutènement écroulé, toilettes PMR, fleurissement,

- l'achat d'un radar pédagogique,

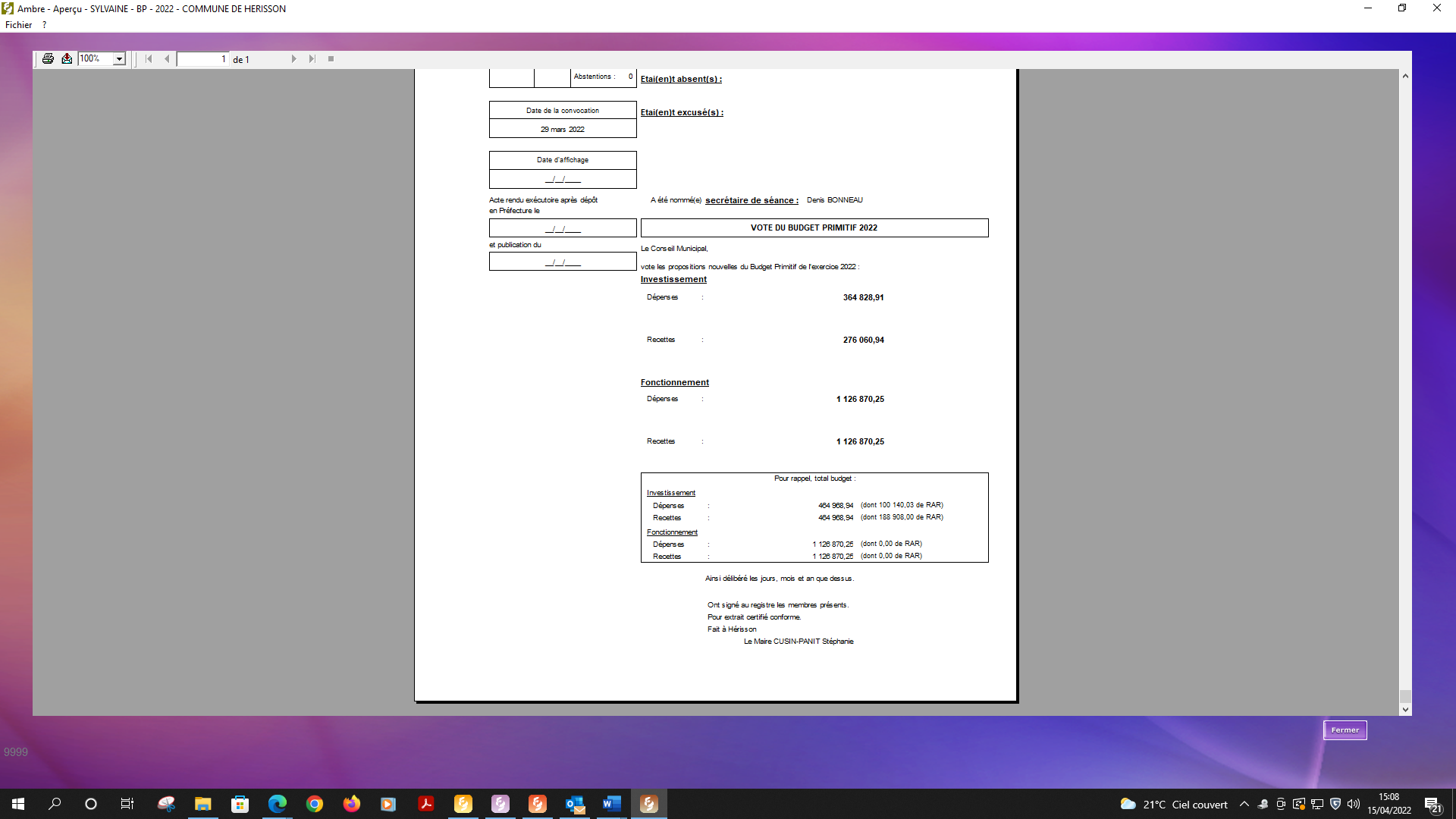
- du matériel pour le service technique : souffleur à feuilles, roto-fil

- des supports vélos à fixer au sol.

les recettes

- les subventions des années passées arrivant en 2022

*⇨ Délibération*



Vote : 8 pour, 7 contre

Philippe PERCHE, Emilie BERGONHE et Nicole BUVIN s'opposent à l'achat des supports vélos proposés, considérant cet achat onéreux et inutile.

Philippe PERCHE lit un courrier rédigé par cinq élus mettant à la fois en cause les projets retenus et les non-prises de décision de projets des autres élus.

Christian FOURNET évoque l'idée que chaque élu propose une liste de 15 propositions.

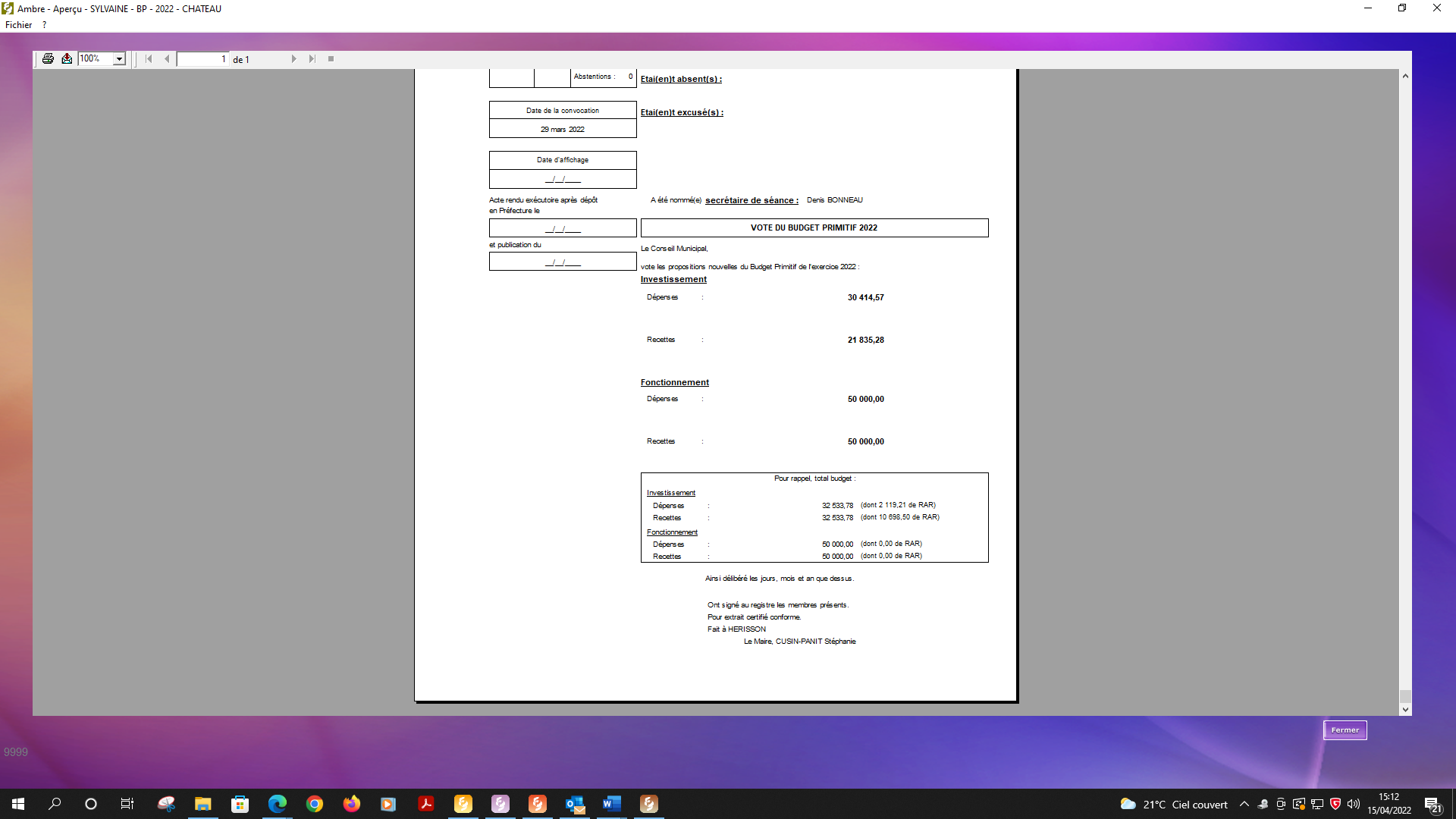
Le budget primitif de la commune est ensuite mis au vote : il est adopté à 8 voix pour, 7 voix contre et 0 abstention.

**Budget primitif du Château**

Madame le Maire propose un budget de fonctionnement de 50 000 €.

Le Conseil Municipal vote le budget primitif à l'unanimité.

*⇨ Délibération*



Vote : 15 pour

**7- CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DE LA LICENCE IV DE LA COMMUNE**

La commune, propriétaire d'une licence IV, la met actuellement à disposition du Comité des Fêtes qui l'utilise et permet ainsi de la conserver.

L'octroi d'une licence IV est dépendant du nombre d'habitants : une licence IV pour 450 habitants.

Or il existe déjà 2 licences IV à Hérisson.

Le Charles Ville possède une licence "Petite restauration" et souhaite posséder une licence III ou IV qui permettrait d’être plus conforme à son activité.

Le Comité des Fêtes utilise les 5 déclarations "buvette extérieure" qu'il doit compléter pour les évènements ayant lieu à l'Espace Jacques Gaulme par l'utilisation de la licence IV de la mairie.

Il y a possibilité d'utiliser une buvette en "cercle fermé" sans licence IV mais cela pose un problème pour les alcools forts.

Le classement de Hérisson "Village touristique" pourrait permettre d'aider à obtenir une 3ème licence IV.

Madame le Maire va en faire la demande à Monsieur le Sous-Préfet lors d'une rencontre prévue cette semaine.

**8- APPROBATION DE LA CONVENTION PLURIANNUELLE ENTRE LA COMMUNE ET L’ASSOCIATION S.C.H. RELATIVE A LA GESTION DU CHATEAU**

Madame le Maire et l'Association Sauvegarde du Château représentée par sa Présidente, Madame Françoise Bardot, échangent régulièrement au sujet de la convention pluriannuelle à établir entre la commune et l'association SCH.

Au conseil municipal, 4 élus sont délégués au château : Philippe PERCHE, Olivier PERRIER, Christian FOURNET et Damien LESPINASSE.

Une convention a été soumise, par la mairie, à la sous-préfecture de Montluçon pour vérification.

Les 2 conventions différent sur 4 points :

Association SCH Mairie

Durée de la convention 10 ans 5 ans

Demande de situation trimestrielle annuelle

Remboursement TVA demandé c'est obligatoire

Demande de situation situation 0 demandée situation 0 à préciser

Philippe PERCHE argumente que Madame BARDOT a rédigé la convention assistée par un conseil juridique et qu'il est indispensable que la commune fasse également appel à une aide juridique.

Madame le Maire déplore cette demande de report qui va retarder une fois de plus la collaboration Mairie - Association SCH.

**9- RYTHMES SCOLAIRES**

Pour la rentrée scolaire 2022-2023, le conseil d'école propose les horaires suivants :

9h05 - 12h05

13h15 - 16h15

Les temps d'activités complémentaires auront lieu de 16h20 à 17h les lundis et jeudis.

*⇨ Délibération*

Madame le Maire informe l’assemblée qu’elle doit valider les horaires de rythmes scolaires de l’école élémentaire de Hérisson afin d’envoyer la délibération à l’Académie de Clermont-Ferrand.

Elle présente les horaires définis avec l’équipe enseignante et demande à l’assemblée de voter.

L’assemblée décide à l’unanimité d’accepter les horaires tels que présentés dans le document annexé.

**10- PIETONISATION ET CIRCULATION DANS LE CENTRE DU VILLAGE**

Le stationnement devant les n° 8 et n° 10 de la rue Gambetta gênent les véhicules sortant de la place Joseph Lesage.

Une première proposition de maintenir 2 arrêts minutes devant l'épicerie et la pharmacie, et de supprimer la matérialisation des autres places de la rue Gambetta est évoquée. Cette proposition est rejetée.

Une seconde proposition d'interdire le stationnement sur les 2 places dangereuses (n° 8 et n° 10 de la rue Gambetta) en les matérialisant en fonction du code de la route est mise au vote.

Cette proposition est rejetée à 6 voix pour, 9 voix contre et 0 abstention.

Les modifications de la piétonisation et de la circulation dans le village continueront à être faites ponctuellement, en fonction des besoins, par arrêtés municipaux.

*⇨ Délibération*

Madame le Maire rappelle que la commission aménagement réunie le 21 mars 2022 a proposé :

1/ la suppression de toutes les places de stationnement de la rue Gambetta sauf les arrêts minute situés aux abords des commerces du fait de la difficulté de circuler dans cette rue avec le stationnement et le manque de visibilité en sortant de la Place de la République,

2/ la piétonisation de la Place Joseph Lesage de manière saisonnière,

Après un long débat sur l’utilité de ces places pour les riverains, Madame le Maire soumet uniquement au vote la suppression des 2 places de stationnement sises 8 et 10 rue Gambetta avec une signalisation routière conforme au Code de la Route.

L’assemblée décide à 6 voix pour et 9 contre de rejeter la proposition de la suppression des places de stationnement de cette rue et de laisser les choses en l’état.

En ce qui concerne la piétonisation de la Place J. Lesage, les conditions restent inchangées, des arrêtés municipaux seront pris en fonction des besoins de la saison estivale et des festivités.

**11- SUBVENTIONS AUX MANIFESTATIONS CULTURELLES**

La commission culture et tourisme a proposé un cadrage des demandes de subventions aux manifestations culturelles.

Il se définit comme suit :

- les manifestations doivent concerner un évènement qui se déroule dans le village.

- les subventions ne seront accordées ni a posteriori, ni 2 années de suite.

- la somme attribuée sera proportionnelle à la durée de l'évènement.

La proposition est soumise au vote, et est acceptée à 13 voix pour, 0 voix contre et 2 abstentions.

L'association "Hérisson 1300" a demandé une participation pour le salon du patrimoine qui s'est déroulé à Moulins.

Elle est refusée car elle s'est déroulée hors de Hérisson.

Une proposition de soutien pour un évènement à venir est accordée à 13 voix pour, 0 voix contre et 2 abstentions.

APROBUT a demandé une subvention pour le spectacle " L'enfant et la rivière" présenté par Michel Durantin.

Elle est refusée à l'unanimité car une intervention similaire à déjà eu lieu en 2021.

Josette DOURBIAS informe qu'un groupe de citoyens habitant Hérisson, Venas et Tortezais projette d'aller chercher des réfugiés ukrainiens en Pologne. Le contact a été pris avec une association caritative de Poznan. Des familles d'accueil ont déjà donné leur accord pour les accueillir sur Hérisson et Venas. La comcom du Pays de Tronçais met 2 véhicules de 9 places chacun à leur disposition.

Une subvention de participation aux frais de voyage est demandée.

Madame le Maire propose un montant de 500 €.

Nicole BUVIN propose 1 € par habitant, soit une somme de 630 €.

Cette proposition est adoptée à l'unanimité.

*⇨ Délibération*

Madame le Maire rappelle que la commission culture et tourisme réunie le 24 mars 2022 a proposé un règlement pour l’attribution des demandes de subventions aux associations :

1/ Aucune subvention de fonctionnement ne sera attribuée aux associations,

2/ l’évènement pour lequel la subvention est demandée doit impérativement avoir lieu sur la commune,

3/ une subvention ne pourra pas être attribuée chaque année à la même association,

4/ le montant de la subvention attribuée sera proportionnel à la durée de l’évènement (ex. : 500 €/soirée),

5/ le montant maximum de la subvention pour une même association s’élèvera à 2000,00 €.

Madame le Maire soumet au vote les propositions de la commission culture et tourisme avant de statuer sur les trois demandes reçues.

Le conseil municipal décide à 13 voix et 2 abstentions d’accepter le règlement d’attribution des subventions proposé par la commission.

Trois demandes de subventions sont ensuite présentées :

* L’association Hérisson 1300 sollicite une aide financière exceptionnelle de 500,00 € en défraiement des affiches, flyers et publicité mis en place à l’occasion du salon des Patrimoines du Bourbonnais les 5 et 6 mars 2022 ;
* L’association APROBUT demande également une participation financière de la commune pour le spectacle de la compagnie le Bastringue qui sera présenté le 17 septembre 2022 à l’occasion des Journées Européennes du Patrimoine ;
* L’association de la Démocratie en Pologne (ADDP), représentée par Madame Joanna LASSERE, propose également à la commune de faire un don en soutien à la population ukrainienne afin d’aider des bénévoles dans la prise en charge de frais de transport pour le rapatriement de familles ukrainiennes en France ;

Le conseil municipal, décide, après débat,

* à 13 voix pour et 2 abstentions, de rejeter la demande de subvention de l’association Hérisson 1300 qui n’a pas été faite avant la manifestation,
* à 15 voix pour et conformément au règlement de subventions, de ne pas attribuer de subvention à l’association APROBUT qui effectue la même demande pour la 2ème année consécutive,
* à 15 voix pour de verser une participation de 1 €/habitant soit 630,00 € à l’association ADDP en soutien aux victimes de la guerre en Ukraine.

**12- QUESTIONS DIVERSES**

Stéphanie CUSIN-PANIT évoque le projet du Moulin de Butoir qui est d'utiliser la roue pour une production hydro-électrique. Des crédits vont être débloqués au niveau de la région pour soutenir ce projet qui pourrait être porté par plusieurs autres moulins, dont celui de Meaulne.

Elle signale également la rencontre sur l'environnement qui a eu lieu le samedi 2 avril, qui fut la 1ère commission ouverte à la population. La participation a été bonne.

Elle organise ensuite les inscriptions pour la permanence des élus lors du 1er tour des élections présidentielles du dimanche 10 avril 2022.

Pour l'exposition d'inauguration du Musée, Emilie BERGONHE prévoit des agrandissements de cartes postales appartenant à Monsieur BONNIN.

Cheyenne GREAULT a terminé l'organisation 2022 de la boucle de Tronçais. Elle informe que pour l'année 2023, le départ et l'arrivée se feront à Hérisson.

Cheyenne GREAULT complète le devis des vestiaires du foot : le bardage demandé vaut 14 286 € HT, ce qui monte le devis à 87 560 € HT.

La séance est levée à 23 h 15.